

ÉQUATEUR

Le respect des droits humains doit figurer en tête des priorités de l'agenda politique

Index AI : AMR 28/010/2005

ÉFAI

Jeudi 21 avril 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le président Alfredo Palacios doit saisir l'occasion historique qui lui est offerte de faire, de façon très ferme, figurer les droits humains en tête de l'agenda politique du pays, et d'apporter la preuve que le gouvernement est véritablement déterminé à s'attaquer à la crise politique profonde dans laquelle le pays est plongé, a déclaré ce jeudi 21 avril Nuria Garcia, en charge de la recherche sur l'Équateur à Amnesty International.

« Garantir le respect des droits humains, l'indépendance de la justice et l'existence d'un état de droit sont des mesures clés que les autorités doivent veiller à mettre en place de toute urgence », selon Nuria Garcia.

Amnesty International appelle le président équatorien Alfredo Palacios à enquêter de toute urgence sur les allégations d'atteintes aux droits humains qui auraient été perpétrées par les forces de sécurité dans le cadre des manifestations qui se sont déroulées la semaine dernière et à traduire en justice les auteurs présumés de tels actes.

Complément d'information

Le vice-président Alfredo Palacios a été nommé président de l'Équateur après la destitution par le Congrès de l'ancien président Lucio Gutierrez.

Des manifestations de masse ont eu lieu dans tout le pays la semaine dernière pour réclamer la démission du président Gutierrez après sa décision de remplacer tous les membres de la Cour suprême. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>